

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS : un rebond de l'activité depuis 2016

Chiffres-clés¹

Précautions de lecture

Les chiffres clés proviennent des documents suivants :

- le Tableau de bord prospectif Emploi-Formation du Bâtiment et des Travaux Publics, Edition 2017 de la Cellule Economique Régionale du BTP en Languedoc Roussillon/ Comité Régional de Concertation du BTP et des matériaux de construction de Midi-Pyrénées

Ce périmètre correspond à celui utilisé par la DARES dont les travaux alimentent la réflexion prospective sur le secteur. Les métiers sont classés par la DARES dans le domaine B : Bâtiment, Travaux Publics.

10 % de l'activité nationale

Chiffre d'affaires 2016 : 13.2 milliards € (le bâtiment concerne $\frac{3}{4}$ de l'activité – le chiffre d'affaires des TP : 3,5 milliards est réparti entre les travaux routiers (35%), les terrassements (21%), les travaux électriques (13%), l'adduction d'eau, l'assainissement, autres canalisations et installations (16%), les ouvrages d'art et équipements industriels (8%), les autres travaux (8%) dont les voies ferrées, les fondations spéciales, sondages et forages et les travaux maritimes et fluviaux.

2016 :

65 197 établissements dont :

59 703 dans le Bâtiment (6 573 étant certifiés RGE - reconnus garants de l'environnement)

5 494 dans les Travaux Publics

96% des entreprises ont moins de 10 salariés

111 199 salariés selon l'URSSAF (stabilisation par rapport à 2015)

Taux d'emploi féminin : 11 %

Taux d'emploi des personnes en situation de handicap : 3,7% (3,8 % en Occitanie)²

Près de 9 000 personnes sont entrés dans le secteur pour la première fois en 2016

11 422 Équivalent Temps Plein en intérim

Mises en chantier/an : 41 700 logements en 2016 et 24 154 milliers m² de locaux mis en chantiers.

Parc social 2016 : 273 200 logements

140 000 km de routes

¹ Source : CPREF – Pour en savoir plus : Fiche sectorielle construction 2016 Carif-Oref Occitanie + Conjoncture de la filière construction Observatoires

² Source : l'emploi des travailleurs handicapés en Occitanie en 2014 : Carif-Oref 2017 (concerne les entreprises de 20 salariés et plus soumises à l'obligation d'embaucher 6% de personnes handicapées – Point de vigilance : 1/5 des établissements non répondants

120 000 km de réseaux d'eau
175 000 km de réseaux électriques
20 000 ouvrages d'art routiers

ZOOM sur..... la filière bois en Occitanie ³ : La construction bois regroupe plus du tiers des établissements de la filière forêt-bois

Chiffres d'affaires : 2,6 milliards d'euros

20 700 emplois (17 100 salariés et 3 600 non salariés) : 1 % de l'emploi total en région, 5 800 établissements

7 salariés sur 10 sont des ouvriers

Fort ancrage rural : 51 % des établissements et 33 % des emplois de la filière sont localisés dans une commune rurale, contre respectivement 28 et 16 % pour l'ensemble de l'économie régionale

Une filière peu féminisée : 5 salariés sur 6 sont des hommes

Un contrat de filière Forêt Bois Occitanie est actuellement en préparation pour la période 2018/2021 associant l'Etat, la Région, l'Ademe et Fibois Occitanie. Il vise à structurer la filière par la mise en place de dispositifs de certification et financiers en faveur de l'investissement, à accompagner les démarches collectives de commercialisation et fédérer les acteurs en faveur de la construction bois

Fortement impacté par la crise, le secteur a connu une **baisse d'activité de 15% depuis 2008**. L'évolution du chiffre d'affaires 2016/2011 :-9% et entre 2008 et 2016 = -16%.

Les mises en chantiers entre 2008 et 2016 représentent une baisse de 45% pour les logements et de 35% pour les locaux.

Pourtant la très forte attractivité résidentielle de l'Occitanie (+ 50 000 habitants par an) représente un véritable atout pour le développement du bâtiment notamment autour des 2 métropoles. Quant au marché des travaux publics, il relève pour moitié des collectivités locales et reste donc fortement dépendant de la commande publique.

En 2017, les professionnels⁴ constatent une amplification de la reprise (progression de l'activité attendue à hauteur de 4.3% en Occitanie (contre +3.1% au national), amorcée en 2016, en lien principalement avec la construction de logements. Des perspectives de développement sont prévisibles avec le Plan régional d'Investissement BTP, le plan d'appui aux TPE/PME, les grands chantiers (Parc des expositions de Toulouse, plan très haut débit sur Montpellier via le réseau Pégase...). L'activité entretien-rénovation affiche des performances plus mesurées (+1.4%).

60 % des entreprises artisanales qui se créent sont des micro-entreprises⁵ qui interviennent souvent en sous-traitance.

Concernant les travaux publics, l'Etat a annoncé le gel des gros projets d'infrastructures dans l'attente de la future loi des mobilités prévue au 1^{er} semestre 2018 : impact sur les LGV Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan⁶.

³ Source : FIBOIS Occitanie, données 2014 – étude INSEE 2017

⁴ Cellule économique du BTP et CRC qui vont fusionner en 2018

⁵ Source : CRMA

Les contrats de filière Bâtiment et Travaux Publics adoptés par la Région en février 2017 et qui se déclineront jusqu'en 2021 reposent notamment sur :

- l'organisation d'une commande publique adaptée au tissu économique régional
- le développement des entreprises du BTP et de la filière
- l'accompagnement de la filière dans sa montée en qualification
- la contribution des politiques publiques régionales
- la valorisation de la filière et de ses métiers
- la promotion de l'innovation
- la qualité de service des réseaux et des infrastructures

Le maillage territorial est important : des activités présentes dans tous les départements, avec toutefois une forte concentration dans les deux métropoles et dans le Gard⁷.

4 principaux enjeux

Des mutations importantes autour de 4 grandes thématiques⁸ :

1 - L'efficacité énergétique, l'écoconstruction et la gestion des déchets

La loi **transition énergétique pour la croissance verte** du 18 août 2015 fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français. Le plan d'action pour la qualité de la construction et la transition écologique (PACTE) vise à renforcer la qualité dans la construction et les travaux de rénovation pour assurer une efficacité énergétique.

Depuis quelques mois, l'obtention d'un crédit d'impôt transition énergétique (CITE) ou d'un éco prêt à taux zéro est subordonnée au recours à une entreprise RGE. Cette mesure devrait accompagner également le nouveau dispositif de l'ANAH dans la mise en place des travaux simplifiés.

En France, avec 44 % de la consommation d'énergie finale et 28 % des émissions de CO₂, le bâtiment représente le secteur le plus énergivore après le transport.

L'accompagnement et la prise en compte du volet énergétique dans le BTP constitue une des priorités de l'action régionale :

Un objectif pour La Région Occitanie : devenir la 1^{ère} région à énergie positive d'ici 2050 notamment en réduisant la consommation énergétique du parc de logement de 38%.

Des infrastructures et des réseaux à adapter

Des usagers sensibilisés via les 24 points info énergie d'Ademe et leurs 50 conseillers répartis sur 70 permanences.

2 - L'écoconstruction : une forte opportunité en matière de développement économique et de création d'emplois pérennes, à fort ancrage local.

⁶ Source : Cellule économique BTP

⁷ Pour en savoir plus : Carif-Oref Occitanie : la Région Occitanie et ses départements + les 33 cahiers statistiques territoriaux 2016

⁸ Source : CPREF

Au regard du poids des professions de l'économie verte dans leurs emplois, la plupart des familles de métiers du BTP sont directement concernées (ex : charpentier, couvreur maçons...).

La prévention et la gestion des **déchets** dans une perspective d'économie plus circulaire.

Le BTP est le plus gros producteur de déchets : près de 12 millions de tonnes de déchets produits en Région dont 3,5 MT pour le bâtiment et 8 MT pour les Travaux Publics, soit plus de 70% des déchets produits et 78% de la production de déchets des activités économiques.

Les maîtres d'ouvrage et les entreprises du BTP étant co-responsables de la gestion des déchets de chantier, le secteur doit se mobiliser pour intégrer la prévention et le recyclage dans la conception et le suivi des chantiers (éco-conception), améliorer la gestion des déchets sur les chantiers (tri et traçabilité) de construction et de déconstruction, mettre en place une véritable économie circulaire⁹.

3 - Le déploiement du numérique

Le numérique est clairement identifié comme une opportunité majeure pour améliorer le processus et la qualité dans la construction et la coopération entre tous les acteurs pour plus de logements à des coûts maîtrisés. L'objectif est de moderniser l'ensemble de la filière pour lancer la préfiguration du bâtiment de demain, au cœur d'une ville connectée.

Le plan de transition numérique PTNB vise à accélérer le déploiement des outils numériques. A chaque étape (étude de faisabilité, conception, réalisation, fabrication des équipements et produits, pose, gestion, entretien, maintenance) le numérique permet d'améliorer l'efficacité des acteurs et de faire progresser la qualité des ouvrages tout en impactant sensiblement la chaîne de valeur.

Le plan d'action MUT ECO décliné en Occitanie¹⁰ apporte un accompagnement personnalisé des entreprises PME et TPE vers la transition numérique afin de favoriser leur montée en compétences sur les volets organisationnels, managérial, méthodes de travail et politique RH, s'appuyant par ailleurs sur des retours d'expériences issus d'expérimentations sur chantier, renforcés par la mise en place d'une salle numérique immersive et d'une « mallette outil mobile » permettant ainsi de couvrir les 13 départements de la région

Le déploiement du numérique repose essentiellement sur :

- **la maquette numérique** : base de donnée technique, standardisée et partagée qui contient les objets composant le bâtiment (caractéristiques physiques, techniques, fonctionnelles et la relation entre ces objets).

- **le développement du BIM « Building information modeling »** : méthode de travail innovante (modélisation des données du bâtiment) qui va alimenter la maquette

⁹ Définition de l'économie circulaire : système économique d'échange et de production qui à tous les stades du cycle de la vie des produits (biens et services) vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien être des individus

¹⁰ Programme régional Constructys/FFB/Région

numérique tout au long de la vie des ouvrages. D'après le baromètre du PTNB, le BIM n'est utilisé que par 11% des professionnels. Le coût et le manque de compétences au sein des entreprises constituent les principaux freins à son développement.

- **le plan fibre optique** visant à équiper tous les foyers en très haut débit d'ici 2020.

4 – Le rajeunissement des salariés

La part des jeunes a diminué de moitié et l'âge moyen des personnels de production est supérieur à 40 ans. Le vieillissement des salariés depuis 2008 est expliqué en partie par le contexte économique. Un rajeunissement en profondeur apparaît donc nécessaire à court terme afin de consolider durablement le tissu d'entreprises. Ce qui entraînera d'importants besoins structurels dans les années à venir.

Les besoins en compétences

1 - Zoom sur les métiers porteurs en Occitanie en 2017¹¹

Augmentation de 18 % des intentions d'embauche dans le secteur : 7 093 projets de recrutement d'ouvriers en 2017 dont 1 399 ouvriers non qualifiés du gros œuvre, 1 139 ouvriers non qualifiés du second œuvre, 1 029 ouvriers qualifiés

Ouvriers non qualifiés du gros œuvre, des travaux publics, du béton et de l'extraction : difficiles à pourvoir mais des besoins à venir moins marqués

Cadres du bâtiment et des travaux publics, ouvriers qualifiés du second œuvre et du gros œuvre du bâtiment, techniciens et agents de maîtrise du BTP : moins de difficultés de recrutement mais des besoins à venir très importants

Chefs d'équipe : nombre en augmentation dans les prochaines années

La plupart des contrats proposés sont des CDI.

Le BTP qui représente 15,2 % des effectifs est l'un des 3 grands secteurs sur lequel l'intérim délègue du personnel¹² - Métiers les plus représentés : préparation du gros œuvre et des travaux publics : 3 134 ETP.

Une attention particulière est apportée aux risques du travail en hauteur.

La pénurie de main d'œuvre ne permet pas de répondre aux besoins du territoire (taux de missions non servis de 46%). Deux raisons invoquées : la fuite des compétences et le manque d'attractivité de ces métiers.

Les principaux projets de recrutement considérés comme difficiles par les entreprises sont les charpentiers (80.1%), les couvreurs (75.2%), les chefs de chantiers et conducteurs de travaux (69.3%), les techniciens et chargés d'études (68.3%) et les maçons (67.7%).

2 – Perspectives de recrutement au niveau national à l'horizon 2022¹³

¹¹ Source : BMO 2017 – Pour en savoir plus, voir les 225 fiches StatMétiers 2016 – Carif-Oref Occitanie

¹² Source : FAFTT

¹³ Source : France Stratégie/DARES 2015 – les métiers en 2022

Les métiers du bâtiment et des travaux publics bénéficient de tendances structurelles favorables à l'emploi, en dépit des gains de productivité de la filière : l'accroissement du nombre de ménages et leur structuration, l'adaptation des logements au vieillissement de la population et à la dépendance, les exigences réglementaires et environnementales croissantes, notamment en termes de performance énergétique, devraient stimuler l'activité du BTP et dynamiser l'emploi dans ces métiers, notamment l'emploi qualifié.

Cette dynamique pourrait cependant être freinée si les conditions de la croissance n'étaient pas réunies, notamment si les revenus des ménages progressaient peu et si la commande publique restait fortement contrainte par l'ajustement budgétaire.

Ainsi, selon le scénario central, 128 000 emplois seraient créés dans les métiers du bâtiment et des travaux publics sur la période 2012-2022 (+ 0,6 % par an), contre 82 000 dans le scénario de crise (+ 0,4 %). Inversement, les perspectives d'emploi du scénario cible sont légèrement plus hautes que dans le scénario central (150 000 emplois créés, soit une progression de + 0,7 % par an entre 2012 et 2022).

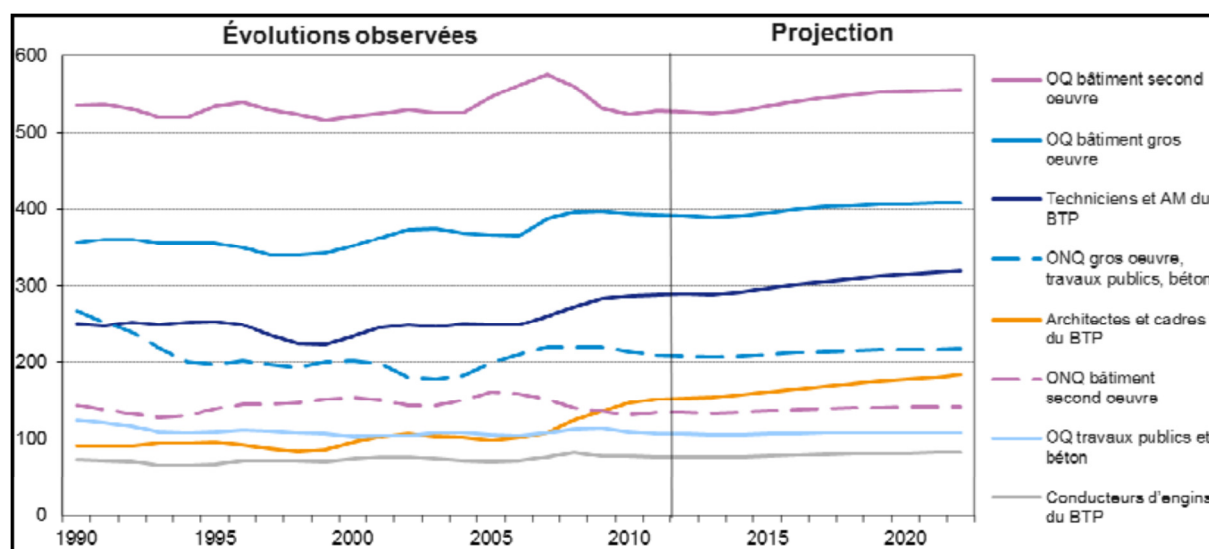
Sur la même période, 426 000 départs en fin de carrière sont attendus. Ces départs seront particulièrement nombreux parmi les ouvriers qualifiés, notamment ceux installés à leur compte. La part importante des départs pour raisons de santé pose la question des conditions de travail en fin de carrière, dans un contexte de recul attendu des âges de départ.

Faibles perspectives pour les ouvriers non qualifiés du gros œuvre et du second œuvre, de l'électricité et de l'électronique, les conducteurs d'engins,

Perspectives moyennes pour les techniciens, les agents de maîtrise et les cadres

Importantes perspectives pour les ouvriers qualifiés

Évolutions de l'emploi à l'horizon 2022 selon le scénario central



OQ : ouvriers qualifiés ; ONQ : ouvriers non (ou peu) qualifiés ; AM : agents de maîtrise.
 Source : Insee, enquêtes Emploi 1990 à 2012 ; Dares, séries rétro-polées 1990 à 2002 ; moyennes mobiles sur trois ans ; projections France Stratégie-Dares 2012 à 2022, scénario central

3 - De nouvelles compétences – Comité sectoriel BTP du 28/06/17¹⁴

Une approche globale des ouvrages et un travail en équipe des différents corps d'état

Encadrement : un encadrement de qualité et une autonomie plus importante des équipes (gestion « chantier par chantier) - des compétences techniques mais aussi d'adaptation, organisationnelle et relationnelle.

- Le *conducteur de travaux* : métier le plus impacté avec de fortes attentes en matière de pilotage et d'ingénierie (capacité à être force de proposition auprès de l'AMO...) et moins de management; - Le *chef de chantier* : prise en charge de fonctions administratives, nécessitant des compétences plus élargies notamment en outils informatiques. Promotion interne ou inter entreprise car les flux sortants ne compensent pas les flux entrants.

- Le *chef d'équipe* : très forte autonomie afin de gérer seuls des petits chantiers (le conducteur de travaux pilotant plusieurs chantiers).

Un renforcement des compétences commerciales

Personnel de production : alors que dans de nombreux métiers plus de 70% des actifs n'ont pas le Baccalauréat (ex : conducteurs d'engins du BTP 82%, maçons 77%), les ouvriers doivent maîtriser les compétences de base et être de plus en plus qualifiés (intégration du BIM, connaissance des matériaux biosourcés et géosourcés, traitement des déchets), fortement responsabilisés sur la sécurité notamment, autonomes et capables de rendre compte à la hiérarchie.

Dans le secteur du bois, des besoins en compétences numériques de gestion, en numérique de production (charpentier), en prospection commerciale.

¹⁴ Liste des participants en annexe